



**HAL**  
open science

**Graz (Jean-Christophe), Niang (Nafi), dir. – Services sans frontières. Mondialisation, normalisation et régulation de l'économie des services**

Andy Smith

► **To cite this version:**

Andy Smith. Graz (Jean-Christophe), Niang (Nafi), dir. – Services sans frontières. Mondialisation, normalisation et régulation de l'économie des services. *Revue Française de Science Politique*, 2014, 64 (2), pp.355-356. halshs-03760683

**HAL Id: halshs-03760683**

**<https://shs.hal.science/halshs-03760683>**

Submitted on 25 Aug 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Andy SMITH, *Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim*

Compte rendu : Graz (Jean-Christophe), Niang (Nafi), dir., *Services sans frontières. Mondialisation, normalisation et régulation de l'économie des services*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 (Académique. Gouvernances). 396 p.

*Revue française de science politique*, vol. 64, n°2, 2014

Depuis une cinquantaine d'années, la place des industries de service au sein des économies nationales évolue sensiblement pour atteindre jusqu'à 80 % du PIB dans les pays développés. De ce fait, voir dans cette tertiarisation de l'activité économique une tendance structurelle, inexorable, voire inévitable, fait partie d'un consensus mou largement partagé, et cela autant du côté de la recherche en sciences sociales que de celui des opérateurs économiques. Insatisfaits par cette manière de concevoir l'économie contemporaine, les auteurs de cet ouvrage proposent à sa place un objet de recherche et des hypothèses explicatives qui se situent au carrefour des analyses de l'économie politique en relations internationales, de l'économie régulationniste française et, de façon moins centrale, de la sociologie économique. Plus exactement, en mobilisant des informations et des données sur les divers services qui vont de la finance (capital-risque, réassurance, *reporting* et comptabilité) aux centres d'appels et à l'enseignement et à la recherche, ce livre conteste et reformule avec bonheur au moins trois séries de lieux communs concernant cette dimension centrale du capitalisme contemporain.

L'ouvrage montre tout d'abord que la tertiarisation de l'économie ne se diffuse pas de la même manière à travers le monde. En constituant moins de 30 % du PIB dans la plupart des pays en développement, les services participent lourdement à « une nouvelle division internationale du travail » (p. 15). Si certains de ces pays (comme le Maroc) tirent des bénéfices de l'expansion de la sous-traitance de certains services en raison de leurs bas salaires, bien d'autres se trouvent condamnés à fonder toujours leur économie sur la production de matières premières. Ensuite, les analyses présentées ici permettent de dépasser l'idée que « la transnationalisation » des services est uniquement le résultat de mobilisations conduites par des grosses sociétés multinationales. En braquant les projecteurs sur la fabrication de normes internationales de type ISO, l'implication dans ce processus d'une multitude d'organismes publics est clairement démontrée. En constituant la charpente de la globalisation des services, ces normes sont donc généralement des coproductions entre secteurs public et privé. Enfin, ce livre montre que le degré de régulation internationale des industries de services ne varie pas en raison de simples différences fonctionnelles concernant « la nature » des échanges en jeu. Il est loin d'être avéré, en particulier, que les services impliquant un contact direct entre un fournisseur et son client ne puissent pas faire l'objet d'une sous-traitance transnationale. Inversement, on ne peut pas faire comme si « l'internationalisation de la finance » débouchait forcément sur des services bancaires déterritorialisés. Comme en témoignent les exemples contrastés

d'externalisation de centres d'appels, tout dépend de « l'imaginaire économique » mobilisé par les acteurs sectoriels, ainsi que de leur pouvoir au sein de leurs territoires respectifs et des arènes de régulation transnationales.

En somme, en complétant l'étude approfondie des industries de biens<sup>1</sup>, la recherche restituée dans cet ouvrage contribue fortement à l'actualisation des connaissances sur l'économie contemporaine et sa régulation politique. Formulons néanmoins trois regrets concernant sa portée globale. Le premier concerne l'absence de grille d'analyse commune. Si les visées théoriques des auteurs sont voisines, chaque chapitre commence par de longs développements abstraits livrés sans souci de cumulativité. L'implication de J.-C. Graz dans 4 des 11 chapitres atténue un peu ce trait, mais finit incidemment par renforcer le caractère isolé, voire idiosyncratique des autres contributions. Ce premier regret débouche sur un deuxième qui concerne la faible place laissée à la présentation disciplinée et détaillée de la régulation de chaque service étudié. Plutôt que d'aborder chacun de ces derniers comme une industrie à part entière fortement structurée par diverses échelles de régulation, puis de les comparer directement, on présente au lecteur une succession d'illustrations, le plus souvent partielles. Enfin, si la tentative de combiner une sociologie des relations internationales avec une économie régulationniste est largement réussie, on peut légitimement se demander pourquoi la partie de la science politique la mieux outillée pour étudier la décision – l'analyse de l'action publique – a été ignorée.

Nonobstant ces limites, l'ouvrage dans son ensemble ajoute une pierre considérable à l'édifice de l'analyse politique de l'économie. Actuellement trop en retrait en France, cette analyse bénéficiera grandement des propositions et des données livrées ici, ainsi que des débats passionnants qu'elles permettront d'ouvrir.

---

<sup>1</sup> Gary Herrigel, *Manufacturing Possibilities. Creative Action and Industrial Recomposition in the United States, Germany and Japan*, Oxford, Oxford University Press, 2010.